

24 avril 1981 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours de M. Valéry Giscard d'Estaing à Chamalières lors de la clôture de la campagne pour le premier tour des élections présidentielles, vendredi 24 avril 1981.

Mes chers amis de Chamalières,

- Mes chers amis, les Clermontoises et les Clermontois,
- Mes amis du Puy-de-Dôme,
- Mes amis aussi des départements d'Auvergne : l'Allier, la Haute-Loire, le Cantal,
- Mes amis enfin des départements voisins qui sont représentés ici & je pense à la Nièvre, je pense au Cher, je pense au Rhône, et j'aperçois même quelques Lozériens...
- D'ailleurs, il y a, sur cette estrade, mes mandataires pour la région d'Auvergne. Vous savez que lorsqu'on conduit sa campagne `campagne électorale`, on désigne ce qui s'appelle des mandataires, c'est-à-dire des hommes et des femmes qui vous représentent pour toutes les actions administratives de la campagne. Ils sont sur cette tribune, et ils ont pu utiliser pendant la campagne ma signature. Par contre, après le 10 mai, je la leur retirerai !...

- Ces mandataires sont :

- Pour le Puy-de-Dôme : Claude Wolf. Claude Wolf m'a jusqu'ici remplacé dans toutes mes fonctions. Il m'a remplacé comme maire de Chamalières & il m'a remplacé comme conseiller général de Rochefort-Montagne. Je lui pose la question : où vous arrêterez-vous ? Il a réussi à trouver un terrain non construit, non encore construit dans Chamalières, pour vous abriter tous. J'espère que chacune et chacun a pu trouver place sous ce chapiteau, et qu'en tout cas ceux qui sont le plus loin entendront nos discours.
- Mon mandataire pour l'Allier, c'est le Dr... maire de Vichy.
- Pour le Cantal, c'est le Doyen Menyel, Doyen de la Faculté de Médecine de Clermont-Ferrand.
- Pour la Haute-Loire, vous l'avez entendu puisque c'est mon ami Barrot, président du Conseil général de la Haute-Loire.
- Pour le Cher, il y a M. Genton, sénateur qui accompagne ici M. Papon, ministre du budget.
- Vous avez reconnu et entendu nos parlementaires du Puy-de-Dôme, et également le talentueux - j'y reviendrai tout à l'heure - secrétaire d'Etat Michel Debatisse.

Je vais vous expliquer comment je vais conduire cette réunion `campagne électorale`.

- Pour la presse, cette réunion est très difficile à comprendre. Ses représentants ont assisté à mes 26 réunions précédentes, qui étaient de grandes réunions publiques comme celle-ci, et ils ne peuvent pas deviner que cette réunion est tout à fait à part. C'est une réunion de famille, donc je vous parlerai d'une autre manière. Je vous parlerai comme on parle à sa famille à la fin d'une longue campagne.

- Je vous dirai d'abord quelle a été mon attitude dans cette campagne, pourquoi je l'ai conduite d'une certaine manière, quelles étaient les raisons de cette attitude.

- Je vous dirai ensuite quels seront mes projets pour l'Auvergne, parce que naturellement il y a l'enjeu national, mais il y a aussi l'enjeu pour l'Auvergne.

- Et puis enfin, en venant à cette réunion, vous vous êtes privés d'un spectacle qui était celui des dernières déclarations des dix candidats à l'élection présidentielle, et je n'ai pas l'intention de vous dire ce qu'ont dit les autres, encore que je sois parfaitement capable de le deviner... Je terminerai tout à l'heure mon intervention en vous disant mot pour mot ce que vous auriez entendu à la télévision et que je préfère vous dire en tête-à-tête.

Debord. La manière dont j'ai conduit ma candidature et ma campagne `campagne électorale`

D'abord, la manière dont j'ai conduit ma candidature et ma campagne `campagne électorale` .

- Claude Wolf `maire de Chamalières` disait tout à l'heure qu'il me remerciait d'avoir été à nouveau candidat £ il voulait dire par là qu'il s'était rendu compte que c'était une question que je m'étais posée parce que, contrairement à ce qu'on peut imaginer, quand on a exercé cette fonction pendant sept ans, sept ans de crise, dans un pays malheureusement divisé et dont le Président de la République ressent plus que tout autre les divisions, il n'est pas évident qu'on ait le désir personnel de se représenter, et j'avais en plus un argument de poids pour ne pas le faire, c'est que ma présence à l'Élysée m'empêchait de venir aussi souvent que je le souhaitais en Auvergne.

- Mais, rassurez-vous, je continuerai de venir et j'y viendrai beaucoup plus, beaucoup plus tard.\
Les raisons de mon attitude dans la campagne :

- Je n'ai pas participé à la polémique £ certains d'entre vous l'ont regretté, on m'a donné toutes sortes de conseils £ d'ailleurs, dans ces campagnes `campagne électorale`, comme dans les fables de La Fontaine, on est entouré de donneurs de conseils. C'est du reste assez amusant parce que la plupart d'entre eux n'ont jamais été élus à aucune fonction et néanmoins ils se sentent particulièrement qualifiés pour vous dire : "Voilà la manière d'obtenir 13 millions de suffrages en France".

- Mais, malgré ces conseils, je n'ai pas participé à la polémique. Ce n'est pas que je n'avais pas les moyens de le faire, ce n'est pas que je n'avais pas des arguments très puissants à utiliser dans une polémique, mais c'était un choix délibéré et qui tenait à 2 considérations :

- La première, c'était la dignité de ma fonction car pendant toute cette période je n'étais pas un candidat comme les autres, j'étais un candidat qui s'est imposé les mêmes règles que les autres, c'est-à-dire qui a fait exactement le même type de campagne, qui a vu son rang, sa place tirée au sort parmi les autres, mais je n'étais pas un candidat comme les autres car je restais Président de la République française. Il pouvait y avoir à tout moment une crise, il pouvait y avoir à tout moment une décision grave à prendre £ vous savez que ça s'est produit.. que ça a failli se produire dans les semaines dernières, et il ne fallait pas que l'autorité, que la dignité du Président de la République soit compromise par la manière dont il aurait participé à cette campagne, si bien que, même s'il avait fallu que j'aie recours à la polémique pour être élu, je ne l'aurais pas fait car c'était contraire à la dignité de ma fonction.\

La deuxième raison de ce choix délibéré `ne pas participer à la polémique`, c'était le respect que j'éprouvais vis-à-vis de l'unité de la majorité d'hier et aussi de la majorité de demain.

- Je n'ai confondu à aucun moment les activités des candidats avec le comportement des électeurs et, pour moi, la majorité en France ça n'est pas un arrangement entre des candidats, c'est au contraire un comportement des électrices et des électeurs français, ces électrices et ces électeurs qui décident, en fin de -compte, et dont les sondages à l'heure actuelle ne peuvent pas nous dire, et ne réussissent pas à nous dire ce qu'ils vont faire dimanche et qui sera différent de ce qu'on nous a annoncé.

- Je voulais respecter l'unité de cette majorité, parce que, dans un choix national difficile, en 1978, j'ai fait appel, le vendredi soir à l'ensemble de la majorité, et je ne voulais donc pas, par mon comportement dans cette campagne `campagne électorale`, la diviser.\

Vous savez que pendant ma présidence, que l'on présente avec beaucoup de critiques, j'ai eu à faire face à 3 difficultés historiques et qui peuvent donner à réfléchir à ceux qui pensent à l'exercice de cette fonction :

- - 1ère difficulté historique : quand je suis arrivé, en 1974, il y avait un accord signé entre le parti communiste `PCF`, le parti socialiste `PS` et les radicaux de gauche `MRG`, un accord signé pour appliquer ensemble, avec les mêmes hommes au pouvoir, un programme de gouvernement qui aurait été un désastre pour la France, et j'ai su pendant les premières années de mon septennat que s'il y avait une faute de manœuvre, s'il y avait une faute de parcours, si je laissais se créer une situation comme celle que la France a connu en mai 1968 - car la France l'a connue, et Clermont-Ferrand l'a connue, avec des drapeaux noirs sur ses Facultés - si j'avais laissé se créer des situations de cette -nature, c'est le Programme commun qui s'installait au pouvoir en France. C'était donc la 1ère difficulté à laquelle j'ai eu à faire face jusqu'en 1978.\

La 2ème difficulté, c'est que dans les grands problèmes de la paix du monde, j'ai eu, pendant quatre ans sur sept, un partenaire faible, je veux dire les Etats-Unis d'Amérique, et il a fallu traiter les problèmes de la sécurité du monde, les problèmes de la sécurité de l'Afrique, les problèmes des relations entre l'Est et l'Ouest en Europe en sachant que notre puissant allié traversait une période de faiblesse. C'est pourquoi d'ailleurs je me suis réjoui depuis, de voir que les Etats-Unis, au contraire, reprenaient le chemin de la responsabilité et de la puissance.\

La troisième difficulté que j'ai eue dans cette période, c'est que cela a été d'un bout à l'autre une période de crise mondiale. C'est naturellement facile de venir amuser les électeurs ou les électrices en leur disant : "Mais cette crise, il était facile d'en sortir". Si des pays aussi puissants que, par exemple, l'Allemagne fédérale `RFA` sont en 1981 dans une situation plus difficile que la nôtre, à qui allez-vous faire croire qu'il était facile de sortir de la crise et qu'il suffirait de quelques mesures démagogiques - des dépenses d'un côté, des dégrèvements de l'autre - pour améliorer la situation de la France ?

- J'ai eu à exercer mon septennat dans une période de l'histoire qui comportait de grandes difficultés, et cependant j'ai maintenu la France en paix. Dans toute cette période, il n'y a pas eu de convulsions politiques, il n'y a pas eu de mai 1978 ni en France, ni à Clermont-Ferrand, il n'y a pas eu de secousses sociales, et ceci, ne croyez pas que ce soit le -fruit du hasard. C'est parce que j'ai conduit, tout au long de ce septennat, une politique qui était tournée vers la justice et vers l'unité, et qui faisait disparaître les risques les plus graves d'explosion dans la société française.

- Voilà donc les raisons pour lesquelles je n'ai pas participé à la polémique, et pour lesquelles ce soir je n'y participe pas.

- Sans doute le pittoresque y a perdu. Sans doute les commentateurs politiques se seraient amusés de mes petites phrases. Sans doute j'aurais pu atteindre tel ou tel. Je ne l'ai pas fait par respect pour la dignité de la fonction et pour l'unité de la majorité.\

Deuxième explication : le vote utile. Le vote utile, c'est tout à fait simple. Le vote utile, c'est de voter pour celui qui est en tête de la majorité et qui l'a été d'un bout à l'autre du parcours. Donc, je vous appelle au vote utile, et au vote utile bien entendu dès le dimanche 26 avril, parce que vous vous rendez bien -compte que toute voix perdue le 26 avril est une chance offerte le 10 mai à ceux qui sont encore prisonniers des liens du désordre et de l'aventure.

- Il ne faut pas croire qu'une voix que l'on me retire le 26 avril est une chance que l'on m'enlève, c'est une chance que l'on offre au contraire à l'opposition qui est prête à la saisir.

- Le vote utile, c'est tout à fait simple. C'est pour les Françaises et pour les Français de voter, dimanche, pour celui qui, malgré l'existence de 9 autres candidats, malgré la convergence des critiques, est resté dans tous les sondages, dans toutes les analyses, dans toutes les réunions, en tête de tous les candidats. C'est voter pour celui qui a réuni partout les assistances les plus nombreuses et les plus populaires, y compris ce soir à Clermont-Ferrand.\

Troisième chose que j'ai observée dans cette campagne `campagne électorale` - et là je retrouve des souvenirs - : beaucoup d'entre vous, pas les plus jeunes bien entendu - je leur parlerai tout à l'heure - ont assisté jadis à nos réunions électorales à Clermont-Ferrand. Ces réunions avaient lieu Salle Gaillard, c'était d'ailleurs un danger considérable, parce que le public - quelques centaines de personnes - pouvait difficilement entrer par l'escalier et risquait de ressortir par les fenêtres. Nous avons connu, Salle Gaillard, des réunions tumultueuses dont certains d'entre vous gardent le souvenir.

- Ensuite, nous sommes allés à la Maison du Peuple. La Maison du Peuple n'aurait pas pu accueillir le tiers de l'auditoire de ce soir, et nous avons eu, là aussi, des réunions tumultueuses, des pétards, des fumées, des chahuts... Souvenez-vous !

- Dans cette campagne, je m'aperçois que nous entrons dans un nouvel âge de la politique en France. Cette campagne commence à ressembler à ce que seront les futures campagnes démocratiques en France. Ce ne sont plus des campagnes de tapage et de chahut, ce sont des campagnes de réflexion, et d'ailleurs j'ai vu avec quelle attention les auditoires de tous âges, de toutes conditions, écoutaient les arguments, pesaient leur valeur, réagissaient en fonction de tel

ou tel, et c'est ce qui me rend optimiste, car ce nouvel âge de la politique en France sera meilleur que l'ancien !

- Qui va nous l'apporter ?... C'est la jeunesse.\

On aurait pu croire que le candidat - suivant l'expression consacrée - "sortant", aurait eu un peu de peine à réunir autour de lui les forces de la jeunesse, que les forces de la jeunesse, confondant la nouveauté et la jeunesse, serait allées vers d'autres. Eh bien, pas du tout, suivez les réunions !

- Quel est le candidat qui a été accompagné, soutenu, encouragé, par la jeunesse ?... C'est moi d'un bout à l'autre de ma campagne !. Je dirai que c'est ce qu'il y a de plus précieux, parce que naturellement je suis sensible, ou je serai sensible, à la reconnaissance ou à la fidélité de telle ou telle catégorie de la population avec laquelle nous avons travaillé au-cours de ces sept dernières années, mais il est encore plus révélateur que ceux qui n'ont rien obtenu, que ceux qui ne demandent aucun avantage matériel à l'heure actuelle, que ceux qui cherchent à comprendre l'avenir, que ceux qui s'intéressent à ce que sera la France, soient spontanément avec moi dans cette campagne `campagne électorale`.\

Ma dernière observation, c'est qu'une campagne `campagne électorale` d'un candidat à la présidence de la République, normalement, est une campagne où on devrait voir des hommes d'Etat... des hommes d'Etat ou peut-être également des femmes d'Etat, c'est-à-dire des hommes et des femmes qui tiennent le langage que nous connaissons comme étant celui des hommes d'Etat.

- J'ai rencontré pendant mon septennat tous les grands dirigeants du monde. Je les connais personnellement. J'ai négocié avec eux. J'ai discuté avec eux. Je sais ce que c'est que de conduire un grand pays, et je suis le seul à le savoir !

- Eh bien, j'ai regardé si, parmi les candidats, il y en avait un qui tenait le langage de l'homme d'Etat. S'il l'avait fait, je l'aurais reconnu, parce qu'après tout il y aura des relèves derrière moi et je n'ai pas l'intention de rester jusqu'à l'épuisement du temps à la tête de la République française. Je serai heureux de voir accéder dans notre vie politique de véritables hommes d'Etat, c'est-à-dire des gens qui reconnaissent les réalités, des gens qui ne parlent pas pour tromper, des gens qui ne se disent pas : l'élection est plus importante que la France !

- Ceux-là, j'en avais rencontrés, j'ai été formé par certains d'entre eux, d'ailleurs de tempéraments, d'origines, différents. Je vous en citerai trois :

- Par exemple, au début de ma carrière, le Président Pinay était un homme de province, un homme qui accédait à de très hautes fonctions auxquelles la partie précédente de sa vie ne l'avait pas préparé. Il avait compris ce que c'était qu'être un homme d'Etat, et les Français l'ont identifié comme tel.

- J'ai ensuite connu un grand homme d'Etat qui était le Général de Gaulle. Certains d'entre vous ont soutenu son action. D'autres ont pu avoir telle ou telle réserve. Personne ne pouvait contester, personne n'a jamais contesté, que ce fut un homme d'Etat, et c'est auprès de lui que j'ai pris mes leçons d'exercice du pouvoir.

- Et puis, notre compatriote auvergnat très oublié dans cette campagne `campagne électorale`, le Président Pompidou. Sans doute souffrait-il des atteintes de son mal qui limitaient sa possibilité d'action, sa possibilité d'initiative, mais ce qu'il faisait, ce qu'il disait, avait la densité de l'homme d'Etat.

- Depuis, en dehors de l'actuel Président de la République, c'est le silence. Il n'y a pas eu, dans cette campagne de langage d'homme d'Etat.\

Alors, je vous rappelle ce que je veux faire pour la France, avec vous, dans ce septennat nouveau. Je vous le rappelle brièvement parce que vous l'avez entendu au-cours de ces dernières semaines, mais je veux le rassembler en quelques mots pour cette dernière réunion.

- D'abord maintenir la paix.

- Au début de la campagne `campagne électorale`, on m'a cherché querelle sur la paix. On a présenté en termes de dérision et de mauvaise caricature qui n'étaient pas du niveau de l'homme d'Etat, les initiatives que j'ai prises pour tenter de préserver la paix en Europe et dans le monde.

- Sur la vieille terre d'Auvergne qui a apporté une contribution très lourde et très sanglante à tous les conflits de la France depuis cent ans, il est important que vous sachiez que le Président de la

les commits de la France depuis cent ans, il est important que vous sachiez que le Président de la République se battra pour la paix, que ce n'est pas quelqu'un qui cherchera à faire des effets rhétoriques ou à tenir des propos d'estrade, mais qui apportera au contraire sa contribution réfléchie dans la dignité et dans la force à la poursuite du dialogue pour la paix.

- Et d'ailleurs, la jeunesse française est attachée à la paix & j'ai été frappé de voir que les propos excessifs que l'on tenait sur ce sujet n'éveillaient aucun écho dans la jeunesse & la jeunesse française a compris que si notre pays pouvait connaître la paix pendant encore plusieurs dizaines d'années, il se placerait à la tête de tous les pays d'Europe et du monde. C'est pourquoi je souhaite que mon second septennat puisse être un septennat de paix.\

La paix et la liberté, la liberté, celle de notre héros régional, qui est en même temps un héros national, qui est le voisin de certains d'entre vous, dont le monument surplombe la petite vallée où est la commune de Chanonat, je veux dire Vercingétorix, héros de la liberté pour l'Auvergne et pour la France !

- Vous avez vu ce qu'était le combat pour la liberté dans le monde moderne.

- Nous avons, dans nos bassins miniers, à Saint-Eloy, à Messeix, des populations d'origine polonaise et vous savez très bien avec quelle attention elles suivent le déroulement des événements dans leur pays, ami de la France & elles voient ce que c'est que le combat d'un peuple qui cherche à agrandir son espace de liberté et qui a beaucoup de peine, et qui prend de grands risques, pour y parvenir.

- Au moment où vous allez choisir pendant sept ans, il ne faut pas avoir une vue rétrécie des choses, il faut penser aux grandes valeurs de la vie politique de la France et il faut donc maintenir la liberté.

- Avec moi vous pouvez être sûrs que ce sera le cas, parce que je vous rends la France, en 1981, aussi libre, ou plus libre que je ne l'ai trouvée en 1974, et pourtant l'époque n'était pas facile !\ La solidarité.

- Vous avez remarqué, et d'ailleurs mon ami Barrot le rappelait tout à l'heure, que pendant ces sept ans nous avons fait beaucoup de choses. Je ne veux pas du tout dire : le Président de la République a fait beaucoup de choses, ce n'est pas lui qui paye la totalité des cotisations sociales ou des impôts en France, bien qu'il en paye naturellement sa juste part, mais je veux dire que ce sont les Françaises et les Français qui ont participé à cet effort de solidarité.

- Solidarité envers les personnes âgées. Je me souviens encore de ma première visite à ce qu'on appelait à l'époque "l'Hospice" de Rochefort-Montagne, où je suis arrivé dans un hospice de montagne non chauffé, où il y avait uniquement deux salles communes, une pour les hommes, une pour les femmes, où l'on vivait dans une misère indigne d'un pays comme le nôtre. En sept ans, nous n'avons pas tout résolu, mais regardez comment nous avons transformé la condition et la dignité des personnes âgées en France, et nous continuerons à le faire.

- Cette solidarité s'est exercée vers d'autres catégories & je les mentionne seulement : les femmes seules, celle qui, tout à coup, au milieu de leur vie, doivent continuer l'éducation de leurs enfants avec un mari disparu et ne comptant que sur leurs seules ressources, qui n'existaient pas en 1974. Les handicapés, que l'on connaît sur la commune de Chamalières, pour lesquels nous avons fait adopter, à partir de 1975, la législation la plus avancée d'Europe et pour lesquels vous consentez un effort de solidarité sans exemple dans un autre pays.\

Ces travailleurs manuels de l'industrie, du commerce, de l'artisanat, que l'on traitait comme une catégorie à part, qui avaient un enseignement à part, qui ne communiquaient pas avec les autres, qu'on considérait encore comme une catégorie isolée, retranchée de la société française, nous les avons fait entrer plus largement dans la communauté fraternelle des Français. Leurs ressources ont progressé plus vite que la moyenne, leur enseignement s'est ouvert sur l'enseignement général, la dignité de leur travail a été reconnue depuis sept ans, et cela d'ailleurs ils le savent.

- Sachez que dans tous les sondages, depuis le début de la campagne électorale, la proportion d'ouvriers et d'ouvrières qui ont l'intention de voter pour l'actuel Président de la République n'a pas cessé d'augmenter au-cours des dernières semaines.

- Cette solidarité, il faut continuer à l'exercer. J'ai dit ailleurs, c'était hier à Lyon, je ne sais pas si la télévision l'a retransmis, que je ne voudrais pas que cette campagne présidentielle `campagne

électorale` se termine sur un hymne à l'égoïsme. Ce n'est pas digne de la France. Naturellement, chacun doit pouvoir tenir -compte de ses propres problèmes et de ses propres difficultés, mais quand un peuple agit, il agit pour l'ensemble de ses membres et donc l'esprit de solidarité continuera d'inspirer notre action au-cours du septennat nouveau.\

Et enfin, l'espoir : il est frappant de constater que c'est celui qui a porté la charge du pouvoir qui, au terme de ces semaines de campagne `campagne électorale`, apparaît comme celui qui est porteur d'espoir et derrière lequel d'ailleurs les autres courent en tâchant de reprendre ou d'imiter ses formules.

- Porteur d'espoir, pourquoi ? Parce que les Français ont compris, au-cours de cette campagne, et notamment à l'occasion de l'excès des critiques, que ce qu'on leur disait n'était pas vrai et que nous avons pendant ces sept ans construit les fondations de l'avenir. Nous les avons construites en développant notre indépendance énergétique pour que la France ne soit pas à la merci du caprice de quelques exportateurs de pétrole pour son approvisionnement ou pour les prix que nous payons.

- Parce que nous avons fait un effort intense de formation professionnelle de notre jeunesse dans l'artisanat, dans l'enseignement, dans l'agriculture et qu'il vient ainsi une génération nouvelle de Français mieux préparés au travail et à la vie.

- Parce que nous avons commencé à libérer l'économie... Je me souviens très bien, commerçants et artisans, de ce qu'était votre revendication fondamentale, qui était la suppression du contrôle économique £ pendant des années vous l'avez demandé, vous ne l'avez obtenu que depuis 1978, c'est-à-dire pendant l'actuel septennat et du fait de l'actuel Gouvernement... je vous demande de vous en souvenir.

- Donc, voilà les fondations qui ont été construites, et en même temps le développement de notre puissante agriculture qu'évoquait tout à l'heure Michel Debatisse, une des chances de la France que j'ai toujours traitée comme telle.\

Alors, quelle va être la stratégie de l'espoir ? Comment allons-nous gagner la bataille du futur ? Je n'entrerai pas dans le détail de ces plans de bataille, mais je vous indique mes quatre batailles successives, comme la Campagne `campagne militaire` de France que faisait Bonaparte où il gagnait successivement des batailles, mais au total la bataille de France il l'a perdue, alors que nous avons l'intention de la gagner !

- Première bataille : l'emploi, l'emploi des jeunes. J'ai pris un engagement symétrique de celui que j'avais pris en 1974 en faveur des personnes âgées, je l'ai pris cette fois-ci en faveur des jeunes : offrir un poste de formation ou un emploi à tous les jeunes qui se présenteront sur le marché du travail d'ici 1985 ... et nous sommes capables de le faire ! J'ai détaillé les mesures, j'ai indiqué comment telle mesure permettait de créer 100000 emplois, telle autre mesure 250000 emplois, et les premières propositions qui seront faites au Parlement - Parlement qui ne sera pas dissout, car il n'y a aucune raison de le faire - porteront précisément sur des textes concernant l'emploi des jeunes Françaises et des jeunes Français.\

Deuxième élément, deuxième bataille à gagner : l'indépendance énergétique de la France.

- Je suis stupéfait de penser que mon principal concurrent `François Mitterrand`, dans cette campagne `campagne électorale`, après s'être opposé, il y a quatre ans, à notre programme nucléaire national, ne veut proposer aujourd'hui que l'arrêt de ce programme. Il n'a pas le courage de démolir ce qui a été construit, mais il a l'ambiguïté d'arrêter ce qui pourrait être construit, et alors que notre effort ne nous libèrera de la tutelle de l'étranger qu'à-partir de 1988 - 1990, si nous nous arrêtons en 1981, nous resterons les prisonniers et les esclaves des exportateurs de pétrole, ce que je ne veux pas pour la France.

- D'ailleurs, je reviendrai tout à l'heure, à propos de l'Auvergne, sur le problème de la centrale, mais je vous indique que dès à présent nos régions, votre région, ma région, vont pouvoir bénéficier de notre programme d'énergie nationale.

- Jusqu'à présent dans les parties reculées du Massif central, les tarifs d'électricité industrielle étaient supérieurs à ceux que l'on trouve dans les autres régions du pays, là où il y a de grandes centrales, puisque vous savez que le tarif tient -compte de l'éloignement de la centrale.

- Eh bien, à partir du programme déjà réalisé, nous allons pouvoir égaliser sur toute la France, Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal, Allier, Creuse, Corrèze, etc. les tarifs de l'électricité industrielle qui seront les plus bas d'Europe, qui seront inférieurs de un tiers au tarif de l'électricité industrielle en Allemagne fédérale `RFA` à partir de l'année prochaine et qui vont donc donner un avantage considérable à tous ceux qui produisent et qui travaillent en France.\nTroisième bataille à gagner : l'équipement de nos entreprises.

- Il faut que nos entreprises, petites, moyennes, grandes, puissent s'équiper davantage, et vous savez que c'est l'objet de notre emprunt franco - allemand, le plus important qui ait jamais été lancé et dont nous prévoyons, à partir des semaines prochaines, l'utilisation pour aider à l'équipement des entreprises de toutes tailles en France. Chacun des secteurs d'activité économique en recevra sa juste part et ce seront des emprunts bonifiés, à des taux plus avantageux que les emprunts actuels, pour encourager nos entreprises à se moderniser et à créer des emplois.\n

Le dernier élément de la stratégie de l'espoir, c'est de libérer les forces productives de la France.

- Tout à l'heure, on vous présentait le choix dans cette campagne présidentielle `campagne électorale` entre, d'un côté, une proposition qui est en réalité bureaucratique et collectiviste, et on le voit très bien, puisque la seule solution qui est proposée au problème de l'emploi, c'est le recrutement de plus de 200000 fonctionnaires nouveaux. Ces fonctionnaires que feront-ils ? Ils s'ajouteront, bien entendu, aux fonctionnaires existants et ils créeront donc des structures administratives supplémentaires.

- Si je respecte ceux qui travaillent dans l'Administration en France, et qui ne doivent pas être injustement traités ou injustement dénigrés dans cette campagne `campagne électorale`, je crois, par contre, que nous ne devons pas accroître le poids total de l'Administration sur notre pays et en particulier sur les forces productives de notre pays.

- C'est d'ailleurs à quoi s'emploie M. Papon, le ministre du budget, car il faut que vous sachiez que c'est cette année, dans tout le septennat, qu'il y a eu le plus petit nombre de créations d'emplois en France, le nombre de créations d'emplois n'a pas cessé de diminuer dans la fonction publique depuis le début jusqu'à la fin et nous avons pour 1981 un nombre de créations d'emplois nul, si on fait la seule exception des forces de police et de gendarmerie dont, pour assurer la sécurité des Français, nous avons prévu le développement à un rythme régulier et d'ailleurs modéré.

- Donc, libérer les forces productrices, les libérer des contraintes, des tutelles, des paperasseries. Au fur et à mesure que l'éducation fait monter en France des générations entières de femmes et d'hommes beaucoup plus actifs, beaucoup plus préparés à la vie économique, c'est à eux de prendre leurs responsabilités, ce n'est pas à des administrations de décider pour eux et donc le prochain septennat sera celui de la libération des forces productives de la France.\n

J'en viens à l'Auvergne, cette Auvergne dont on vous parlait tout à l'heure, dont Claude Wolf vous a parlé, dont Michel Debatisse vous a parlé, cette Auvergne qui a apporté à la France beaucoup d'intelligences, beaucoup de talents, parmi les plus grands penseurs, parmi les plus grands philosophes nés tous dans un cercle qui, si on en mettait le centre ici, n'aurait pas plus de 4 ou 5 km de rayon : Pascal, d'un côté, Teilhard de Chardin de l'autre, cette Auvergne intelligente et capable qui s'exilait jusqu'à maintenant. Il y a à Paris d'immenses amicales auvergnates qui sont nourries de toutes celles et de tous ceux qui ont jadis quitté l'Auvergne, parce que c'était une terre trop pauvre, trop rude, trop isolée pour pouvoir y garder sa population.

- C'est pourquoi, lorsque j'ai été élu, je me suis dit qu'il fallait que mon septennat, et je dirai maintenant, mes septennats, se traduisent par une transformation historique de la condition de l'Auvergne.

- Je souhaite que les historiens futurs, parce qu'il y a des quantités d'historiens de l'Auvergne, nous en connaissons beaucoup, je lis leurs ouvrages, dans cent ans ou cent cinquante ans fassent dater la modernisation de l'Auvergne des années 1980, que ce soit la période où l'Auvergne se sera réellement ouverte sur le monde moderne et où elle aura donné toutes ses chances à sa population.\n

C'est pourquoi, comme Président de la République, le 14 juillet 1974, j'ai voulu que l'Auvergne

C'est pourquoi, comme Président de la République, je suis allé au Puy et j'ai proposé un plan pour le Massif central.

- Ce plan a trois objectifs :

- Ouvrir l'Auvergne sur la France et sur le monde, mettre fin à ce que l'on appelait l'enclavement de l'Auvergne et qui faisait d'ailleurs que pour les autres français, la traversée de l'Auvergne, c'était la traversée de l'Himalaya. Personne, qui voulait aller du Nord de la France au Sud, n'avait l'idée qu'on pouvait traverser rapidement l'Auvergne, on faisait le tour d'un côté ou de l'autre !

- Deuxième objectif : donner une économie puissante et diversifiée à l'Auvergne.

- Troisième objectif : améliorer la qualité de vie des Auvergnats dans leurs villes et dans leurs montagnes.\

Je vous le demande, qui, avant 1974, s'intéressait aux routes de l'Auvergne et aux autoroutes de l'Auvergne ? Qui croyait à la possibilité d'implanter ici des industries de pointe ? Qui se préoccupait des dures conditions de vie de nos villages de montagne ?

- Regardez la carte des autoroutes qui existaient en 1974, vous verrez la grande artère Lille - Paris - Lyon - Marseille la seule qui était présentée comme économiquement rentable. Et regardez maintenant la carte autoroutière de la France telle qu'elle se dessine : de grandes liaisons transversales, dont l'une aboutira à Clermont-Ferrand et, d'autre-part, un grand axe Nord - Sud qui traversera enfin l'ensemble du Massif central. Aujourd'hui, le grand axe Est - Ouest, Clermont-Ferrand Saint-Etienne - je parle sous le contrôle de M. le député de Thiers, auprès duquel d'ailleurs j'ai participé à l'ouverture du chantier de l'autoroute et qui a accepté, ce qui est rare, que ce chantier débute à quelques dizaines de mètres de sa propre maison - est achevé jusqu'aux limites de la région et il entrera complètement en service dans deux ans.

- Il y aura, grâce au Président de la République, une autoroute entre Paris et Clermont-Ferrand, et on m'a consulté récemment pour me dire : quel nom faut-il lui donner ? Naturellement, les élus du Cher avaient imaginé, je ne sais quelle appellation, et moi je vous propose que nous décidions aujourd'hui qu'on l'appellera l'Auvergnate, ou, si vous le préférez, l'Arverne, le choix est ouvert entre ces deux noms.\

Cette autoroute sera poursuivie par une liaison routière à 4 voies express jusqu'à la Méditerranée, et j'ai indiqué l'autre jour, à Mende, dans une réunion très chaleureuse, d'ailleurs, que je souhaitais pouvoir inaugurer cette voie express de Paris jusqu'à la méditerranée par le Massif central, à la fin du prochain septennat, et je vous invite à l'avance, messieurs les élus, à vous joindre au cortège inaugural.

- Il paraît que certains élus de l'opposition désignent ces autoroutes comme les autoroutes du Président, et je les remercie véritablement d'une telle présentation, parce qu'il est tout à fait clair qu'à l'heure actuelle, et malheureusement, ces autoroutes je ne les utilise pas beaucoup, ce sont les Auvergnates et les Auvergnats qui les utilisent, mais ils veulent dire par là que ces autoroutes n'auraient jamais été faites sans l'insistance personnelle du Président de la République, parce qu'en effet nous savons que les services administratifs, parce que nous savons que les candidats de l'opposition ont d'autres priorités et qu'il m'a fallu à différentes reprises, et encore récemment pour le contournement autoroutier à l'Est de Clermont-Ferrand, dire au ministre des transports qu'il fallait que ce soit un schéma intégralement autoroutier, que nous ne voulions pas en Auvergne, près de Clermont-Ferrand d'une autoroute au rabais et que c'était à l'Etat, comme ailleurs, d'achever la réalisation de cette autoroute.

- Les villes moyennes d'Auvergne seront reliées à ces grands axes & les travaux sont en-cours entre Aurillac et Massiac, entre Le Puy et Yssingeaux, entre Montluçon et Moulins, Moulins qui aura, vous le savez, comme le souhaitaient ses autorités municipales, sa grande déviation.

- L'Auvergne était jadis au centre de la France, pendant sept ans, nous l'avons placée au coeur de la France.\

Maintenant, le développement économique. En 1974, sur les 16 départements du Massif central, 9 voyaient leur population diminuer depuis près d'un siècle... 9 sur 10, et vous le savez très bien, car dans chacune de vos familles, il y a un père, un grand-père, un oncle, un grand-oncle, qui était allé chercher à Paris ou ailleurs l'emploi qu'il ne trouvait pas chez lui.

- Aujourd'hui, il y a 50000 Auvergnates et Auvergnats de plus qu'en 1974, 50000 de plus, et encore, vous n'avez pas besoin de recensement officiel, vos enfants, vos cousins, vos neveux, vous-mêmes, vous commencez à rester en Auvergne pour vivre et travailler chez vous.
- C'était impossible avant le plan du Massif central, c'est aujourd'hui une réalité ! En cinq ans, le plan Massif central a permis de créer 20000 emplois industriels et ce chiffre se compare à ce qui a été fait dans les grandes régions d'industrie traditionnelle, dont la population active est pourtant deux fois plus nombreuse.
- Aux artisans du Massif central, nous avons fait accorder des primes d'installation qui sont supérieures de moitié au tarif national. Alors qu'en 1975, le nombre d'entreprises artisanales baissait en Auvergne, il augmente aujourd'hui d'un millier par an et celui des salariés de 2000 par an.
- Et la relève se prépare. Le nombre des apprentis, en Auvergne, s'est augmenté de un tiers depuis 1974. En cinq ans, plus de 4000 jeunes agriculteurs se sont installés en Auvergne. En complément des règlements européens, une politique nationale permet de compenser les handicaps de l'agriculture de montagne.
- Nous sommes le pays d'Europe qui paie le plus, plus que l'Autriche, plus que la Suisse, plus que la Bavière, pour soutenir son agriculture de montagne et Michel Debatisse a tous les éléments de comparaison.
- C'est ici, à Clermont-Ferrand, que nous avons lancé cette politique, c'est ici que nous avons installé l'Institut pour l'étude des problèmes de l'agriculture de montagne et nous continuerons, bien entendu, cet effort, car pour rester vivantes les montagnes d'Auvergne ont besoin que leurs agriculteurs continuent de vivre et que le commerce et l'artisanat rural y restent largement présents.\

Enfin, le prochain septennat verra l'Auvergne dotée à son tour d'une centrale d'électricité nucléaire, c'est-à-dire une ressource d'énergie nationale abondante et à bon marché.

- Je vous rappelle que d'ores et déjà le prix de revient de l'énergie produite par nos centrales nucléaires est 3 fois inférieur au prix de l'énergie produite par les centrales alimentées au fuel, et quand je pense à la grande agglomération clermontoise dont toute l'énergie dépend, à l'heure actuelle, de ressources d'approvisionnements extérieurs qui peuvent, à un moment ou à un autre, être coupées par les hasards des conflits ou des tensions dans le monde, interrompant ainsi l'activité, le travail d'un grand nombre d'entre vous, je crois qu'il est très important que l'Auvergne ait la sécurité de disposer d'une ressource nationale sur laquelle elle pourra compter quoi qu'il arrive pour assurer le travail de ses agriculteurs, de ses commerçants, de ses industriels et de ses artisans.\

Clermont-Ferrand est connue dans le monde pour sa grande tradition industrielle. Clermont-Ferrand est une des capitales de l'industrie du monde créée à-partir du seul travail des Auvergnats.

- J'ai parcouru depuis toujours les campagnes d'Auvergne, jadis à bicyclette, sur toutes les petites routes, aujourd'hui par des moyens plus modernes £ je n'ai jamais vu nulle part une plantation de caoutchouc.
- Donc, l'industrie auvergnate, c'est le travail des Auvergnats, c'est leur capacité, et cela veut dire que d'autres activités industrielles peuvent se développer ici où il y a des hommes et des femmes qui ont une tradition de travail et de compétence.
- C'est pourquoi Clermont-Ferrand retrouve aujourd'hui une vocation universitaire, scientifique et administrative qui rappelle les grandes périodes de son histoire, les périodes du XVème siècle, du XVIème siècle où Clermont-Ferrand était une des grandes capitales où l'on venait chercher les dirigeants de la France, où l'on venait chercher aussi les meilleurs juristes de France.
- La capitale de l'Auvergne a accueilli successivement l'institut de la viande, l'institut national de la montagne, les services de formation de la police s'y installeront l'année prochaine.
- Et le dynamisme et la compétence du Doyen Menyel et des équipes médicales d'Auvergne m'ont persuadé, ainsi que le Premier ministre et le ministre de la santé, d'installer à Clermont-Ferrand le nouveau cyclotron dont a besoin la recherche médicale française.

- Toutes les grandes villes françaises se disputaient cette installation £ nous avons fait faire une étude comparative £ elle a été menée avec beaucoup d'objectivité £ elle a abouti à placer en tête 2 villes : Clermont-Ferrand et une autre ville, à égalité.

- Puisqu'il y avait égalité, la raison pouvait accompagner le coeur : nous avons choisi Clermont-Ferrand.

- D'autre-part, le ministère des universités renforcera, dès la prochaine rentrée, le Centre de préparation à l'administration générale de l'Université de Clermont-Ferrand 1, de façon que les jeunes élites administratives puissent aussi se former plus largement dans notre ville.\

L'effort du plan a enfin porté sur les conditions de vie.

- Aujourd'hui, pour ceux qui m'accompagnent, journalistes français, journalistes étrangers, ils voient une Auvergne du printemps, ils ne savent pas ce que sont les conditions de vie des mois de novembre, décembre, janvier, février, sur les routes et dans les villages, ils ne connaissent pas l'isolement et la nuit qui tombent sur l'Auvergne pendant les mois d'hiver, ils n'ont pas été comme moi bloqués, jadis, dans le passé, par les congères `neige` ou par les brouillards, et il fallait donc améliorer les conditions de vie dans la montagne et dans les villes.

- Par-rapport à 1974, il y a aujourd'hui en Auvergne - je parle des 4 départements d'Auvergne, - 3 fois plus d'abonnés au téléphone qu'en 1974 £ le téléphone existait en France depuis le début du siècle £ nous avons fait, en sept ans, trois fois plus que pendant soixante-dix ans et vous n'avez qu'à consulter les vieux annuaires dans vos maisons, par commune, pour voir la transformation de l'équipement téléphonique, qui a mis fin à l'isolement des Auvergnats.

- La résorption des zones d'ombre de télévision s'est poursuivie au rythme prévu et, pour l'éducation, 70 lycées et collèges ont été construits ou reconstruits, 200 classes d'enseignement primaire ont été ouvertes en Auvergne.

- Voilà l'effort d'un septennat pour l'Auvergne. Voilà ce que j'ai voulu faire pour l'Auvergne, avec vous toutes et vous tous.

- Je vous laisse juges : cet effort, faut-il aujourd'hui l'interrompre ? Sept ans, est-ce suffisant lorsqu'on veut renverser un siècle de courants qui ont été contraires à l'intérêt de l'Auvergne ?

- Sept ans, est-ce que c'est suffisant lorsqu'on veut lutter contre des inégalités aussi profondes, aussi anciennes, et je dirai aussi injustes que les inégalités régionales dont l'Auvergne souffre depuis plusieurs siècles ?

- Et c'est pourquoi je souhaite, pour ma part, pouvoir continuer, avec vous, ce plan de transformation de l'Auvergne £ je souhaite que nous conduisions en France, que nous conduisions au-cours du prochain septennat, l'Auvergne à son plein épanouissement, au bien-être, à l'activité de tous ses habitants.\

Voilà mon projet pour l'Auvergne.

- D'ailleurs, pour le faire il y a naturellement le -concours des hommes politiques qui appartiennent à la majorité en Auvergne, ce sont eux qui nous aident, ce sont eux qui votent les budgets qui permettent d'équiper l'Auvergne, ce sont eux qui s'associent à nos réflexions ou à la préparation des grands programmes pour l'Auvergne. C'est pourquoi je suis heureux de les voir à cette tribune.

- Je souhaite qu'ils y soient, dans l'avenir, plus nombreux encore. Je souhaite que l'Auvergne scelle son appartenance à la grande majorité qui conduira le progrès de la France.

- Je souhaite que Clermont-Ferrand, comme Chamalières, apporte son élan à cette majorité nouvelle, car je sais qu'il y a à Clermont-Ferrand beaucoup de talent, beaucoup de capacité et je voudrais les voir représentés à nos côtés dans la vie nationale.\

Il y a eu des Auvergnats associés au Gouvernement pendant tout ce septennat. Il y a eu en effet notre ami Barrot qui s'est occupé successivement, avec beaucoup de talent, du logement - c'est lui qui a lancé le développement de la maison individuelle en France - et qui s'occupe maintenant des problèmes si importants de la santé et de la sécurité sociale. Il le fait avec le sens souhaitable de l'économie qui est celui de notre tradition auvergnate, et il le fait en même temps avec la grande générosité de son coeur.

- Il y a aussi notre ami Debatisse, parce que je souhaite pour le présent et pour le futur qu'il y ait,

dans le Gouvernement de la France, des hommes et des femmes qui ne soient pas choisis seulement en raison de leur carrière politique, mais qui représentent la vie réelle, la vie profonde du pays, des gens qui aient participé à l'effort de production, qui sachent ce que c'est que de gérer une petite exploitation, que de gérer une petite entreprise, que de subir les risques de la vie économique en temps de crise.

- Je prends Debatisse et Barrot à témoin et ils n'ont pas le droit de trahir les secrets du Conseil des ministres, et cependant je veux les inviter sur un point à le faire : souvent, lorsqu'on parle de grands problèmes régionaux, de grandes perspectives, et lorsque les ministres exposent leurs projets, je les interromps et je leur dis : "N'oubliez pas l'Auvergne ! Vous nous parlez toujours de régions du pays où il y a beaucoup de choses à faire, mais moi j'en connais une qui a été oubliée, négligée pendant longtemps. Messieurs les ministres, n'oubliez pas l'Auvergne !

- L'ai-je dit, Barrot ?... L'ai-je dit, Debatisse ?...\

Avant de vous quitter, je vais d'abord vous remercier d'être venus. Il n'y a jamais eu à Clermont-Ferrand et à Chamalières de réunion politique aussi nombreuse. Ceci ne s'est jamais produit, c'est donc une grande première, et cela montre la force et la vigueur du courant qui nous porte, et nous portera jusqu'à la victoire du 10 mai prochain.

- Vous allez repartir, individuellement pour les uns, collectivement pour les autres. Sachez que je vous remercie d'être venus. Je souhaite que vous emportiez tout à l'heure de cette réunion le souvenir d'un encouragement à travailler pour la France, avec moi, dès dimanche prochain, le 26 avril, et le 10 mai.

- Il ne faut pas que la France obéisse à des règles politiques dépassées qui consistent à croire qu'il y a, dans la politique, une part de jeu. La politique à ce niveau-là, c'est déjà de l'histoire, c'est déjà le sort de son pays. On ne joue pas avec le sort de son pays. On n'utilise pas de petites considérations, de petits arguments, de petites manœuvres, avec le sort de son pays !

- Autour de vous, d'ici dimanche, il faut convaincre le plus grand nombre d'Auvergnates et d'Auvergnats de voter avec celui et pour celui qui représente l'espoir, le progrès, et l'unité de la France. Je compte sur vous pour le faire !

- Ceci naturellement s'applique - je ne peux pas citer tous les départements - à ceux qui sont venus de plus loin. Je pense à la Nièvre et je pense au Cher. Je regarderai avec attention, dimanche soir, tard dans la soirée, et puis lundi, les résultats de chacun de vos départements pour voir la récompense de vos efforts.\

Je vais vous dire maintenant, mot pour mot, comme s'il y avait un encadrement autour de moi, une sorte de petite lucarne, ce que j'ai dit tout à l'heure aux Françaises et aux Français dans les cinq minutes qui m'ont été octroyées. Je leur ai dit :

- "Françaises et Français, mes amis,

- La campagne du premier tour s'achève, voici venue la minute de vérité, le tirage au sort fait que je suis le dernier à m'adresser à vous.

- Pendant cette campagne, et encore aujourd'hui, vous avez entendu ces accusateurs qui vous trompent pour gagner vos voix. Ils vous disent que la France est faible, ils vous trompent !

- La France est forte. Elle est la troisième puissance militaire du monde, ce qui garantit votre sécurité.

- Ils vous disent que la France est abandonnée devant la crise. Ils vous trompent, la France a fait face courageusement. Sa situation est, cette année, meilleure que celle de la puissante Allemagne fédérale `RFA`, et nous gagnons chaque jour notre indépendance énergétique !

- Ces accusateurs vous disent que la France ne cherche pas la justice, ils vous trompent. Les Français ont accompli un effort de solidarité exceptionnel en faveur des personnes âgées, des familles, des femmes seules, des handicapés, des travailleurs manuels. Je les prends tous à témoin, et nous poursuivrons cet effort !

- Ce ne sont pas ceux qui vous trompent qui peuvent conduire la destinée de la France. Le bon sens vous conduit à une conclusion simple : c'est celui qui a construit les fondations qui est le plus qualifié pour achever la maison.

- Voici donc mes objectifs :

- L'emploi. Assurer un emploi ou une formation à tous les jeunes qui se présenteront sur le

- Emplois réservés en emploi ou en formation à tous les jeunes qui se présentent sur le marché du travail. J'en ai précisé et chiffré les moyens.

- La paix. J'ai maintenu la France en paix, malgré les tensions et les rivalités dans le monde. Je continuerai à me battre pour la paix.

- La liberté. J'ai préservé la liberté en France. Je maintiendrai la France comme pays de liberté exemplaire.

- Et l'espoir. Nous placerons ensemble la France dans le peloton de pointe des pays les plus avancés du monde : Etats-Unis, Japon, et France. Nous en avons été capables dans les domaines militaires et nucléaires. Nous en sommes aussi capables dans les autres domaines.\

Je ne me laisse pas interrompre par les applaudissements, parce que, comme c'est une émission de télévision, vous savez que je n'ai droit qu'à cinq minutes. Vous pouvez d'ailleurs vérifier que je respecte mon délai !

- Je poursuis :

- Dans cette campagne `campagne électorale`, je me suis tenu au-dessus des rivalités et des manoeuvres de la politique. C'était mon devoir. Vous m'avez confié en 1974 le sort de notre pays, j'avais donc le devoir de respecter votre aspiration à la dignité du débat politique et à l'unité de la France.

- Chacun des autres candidats représente un parti politique ou une tendance. Je suis le seul candidat de l'unité, le seul dont l'élection ne représente pas la victoire d'une fraction sur une autre.

- Les autres voient la France coupée en deux, en trois, en quatre. Je la vois une !

- Pour poursuivre le progrès de la France, j'ai besoin des -concours de chacune et de chacun d'entre vous, sans exclusive et sans rancune. La France est au-dessus de nous, au-dessus de nos ambitions et de nos querelles. Elle nous regarde comme une mère et attend un geste d'affection !

- Ensemble, dimanche, faisons dès le premier tour, le même geste, le même choix, le même vote pour la France !

- Vive la République, et bonne chance pour la France "\